

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°537 – 10 mai 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

UEMOA : Les principaux indicateurs d'activité en hausse en mars 2024

Selon le [bulletin mensuel des statistiques de mars 2024](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité sont ressortis en hausse au cours du mois sous revue. La production industrielle a augmenté de 2,6% en glissement annuel (g.a.) et les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,5% et 5,5% en g.a. En outre, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a légèrement augmenté en moyenne, soit +0,4 point en g.a., reflétant principalement l'amélioration des scores du Togo (+1,4), du Niger (+1) et de la Côte d'Ivoire (+0,9) ; toutefois atténuées par les diminutions de ceux du Bénin (-1,7), de la Guinée-Bissau (-1) et du Mali (-0,3). Enfin, le taux d'inflation s'est maintenu à 2,9% en g.a. en mars, comme le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement porté par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +1,5 point de pourcentage).

Le Bénin interdit aux navires de charger le pétrole nigérien

Le 6 mai 2024, les autorités béninoises ont [notifié](#) à l'ambassadeur de Chine au Bénin et à China National Petroleum Corporation (CNPC), la société de gestion du pipeline Niger-Bénin, leur décision de bloquer l'embarquement du pétrole nigérien à partir de la plateforme de Sèmè Kpodji où atterrit l'oléoduc. Les relations

Le chiffre à retenir

11 Mt

La capacité annuelle de traitement de la mine qui abritera le 1^{er} gisement aurifère de Côte d'Ivoire

entre les deux pays se sont tendues depuis le coup d'Etat au Niger et, malgré la levée des sanctions, les frontières du côté du Niger sont restées fermées, tandis que celles du côté du Bénin ont été ouvertes. Selon [le Président béninois](#), cette décision vise à susciter le rétablissement effectif des relations économiques et diplomatiques entre les deux pays.

Bénin

Adhésion à la BERD en tant que 1^{er} pays d'Afrique subsaharienne membre

Le 29 avril 2024, le Bénin [est devenu](#) le 1^{er} pays d'Afrique subsaharienne à adhérer à la Banque européenne de Reconstruction et de Développement (BERD). Cette annonce fait suite à la demande d'adhésion formulée en juillet 2023 puis approuvée par le Conseil des gouverneurs de la Banque en octobre 2023. A noter que quelques mois auparavant, l'Accord portant création de la BERD avait été amendé afin de permettre un élargissement progressif de son champ d'action géographique à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak. En tant que pays membre, le Bénin pourra ainsi bénéficier



du soutien de la Banque en matière de financement et dans la mise en œuvre de politiques. Avec cette adhésion, la Banque compte dorénavant 73 actionnaires nationaux, auxquels il faut ajouter l'Union européenne et la Banque européenne d'Investissement (BEI). Après l'Algérie en 2021, le Bénin est le 2^{ème} pays africain membre de l'institution. La Côte d'Ivoire, dont la demande d'adhésion a été approuvée en octobre 2023, est également en passe de rejoindre la BERD.

Burkina Faso

Taux de recouvrement de plus de 100% des recettes douanières au 1^{er} trimestre 2024

Le 4 mai 2024, la Direction Générale des Douanes (DGD) a [annoncé](#) avoir recouvré pour le 1^{er} trimestre de l'année des recettes douanières pour un montant de 262,2 Mds CFA (399,8 M EUR), soit une légère hausse par rapport à l'objectif de 261,2 Mds CFA (398,2 M EUR) pour la période et une augmentation de 7,8% en glissement annuel. Pour rappel, les prévisions de recettes douanières pour l'année 2024 s'établissent à 1 106,2 Mds CFA (1,7 Md EUR). Les recettes douanières du 1^{er} trimestre représentent ainsi 23,7% des prévisions annuelles. Pour atteindre l'objectif annuel, différentes mesures sont envisagées, notamment : (i) la connexion des systèmes informatiques de la DGD avec celui d'autres opérateurs (ii) l'informatisation intégrale des offices de douane ; (iii) la poursuite de l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina Faso avec les pays voisins (Bénin et le Ghana) ; (iv) le renforcement des systèmes d'escorte et du suivi satellitaire des marchandises en transit ; (v) l'opérationnalisation de la plateforme de paiement électronique des droits et taxes de douane (e-Douanes).

119 M EUR de matériels agricoles mis à disposition des agriculteurs

Le 6 mai 2024, le président de la Transition a [procédé](#) à la remise d'équipements et d'intrants agropastoraux d'un montant total de 78,3 Mds FCFA (119,4 M EUR) aux producteurs. Dans le détail, elle a consisté à la mise à disposition de tracteurs, de motoculteurs et de motopompes aux acteurs du monde rural ainsi que de motocyclettes aux agents agricoles. Selon le ministre de l'Agriculture, seuls les producteurs organisés en coopératives pourront en bénéficier, à travers l'octroi de ces équipements à prix subventionnés ou dans le cadre d'opérations de labour gratuites menées par les brigades mécanisées présentes au sein des provinces. Cette action devrait être complétée par la fourniture d'intrants aux producteurs, notamment d'aliments pour la pisciculture, d'engrais, de produits phytosanitaires, de semences végétales, de semences fourragères et d'aliments concentrés. Cette action s'inscrit dans le cadre de l'Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025 [présenté](#) en septembre 2023 qui vise à renforcer la souveraineté alimentaire et la création d'emplois dans le secteur agropastoral.

Cap-Vert

Augmentation des échanges commerciaux au 1^{er} trimestre 2024

D'après les données sur le commerce extérieur publiées par [l'Institut National de la Statistique](#), Le déficit de la balance commerciale du Cap-Vert a enregistré une nette diminution au terme du 1^{er} trimestre 2024. Globalement, les exportations ont augmenté d'environ 17,6% en glissement annuel (g.a), pour atteindre 1,9 Md CVE (17 M EUR). Elles sont constituées à 83,8% de conserves de poisson, et sont principalement à destination de l'Europe, principal client du Cap-Vert qui capte 92,6% du total de ses exportations, dont 72,6% pour la seule Espagne. Dans le même temps, les



importations ont augmenté moins rapidement (+7,6% en g.a) et s'élèvent à 463 M EUR (51 Mds CVE). L'Europe reste le premier fournisseur du pays à hauteur de 63,8% des importations, avec le Portugal en tête pour 23%, mais on note un profil de fournisseurs plus diversifié, notamment à travers les 13,4% en provenance des Emirats arabes unis. Il s'agit essentiellement de produits pétroliers (pour moitié).

Côte d'Ivoire

Découverte du plus grand gisement aurifère du pays

Le Président du groupe minier canadien Montage Gold a annoncé le 2 mai 2024 la [découverte](#) d'un gisement aurifère de classe mondiale dans les départements de Kani et Dianra, dans le district du Woroba au nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Les ressources minérales du gisement sont estimées à 155,5 tonnes d'or avec une teneur moyenne de 0,72 g/t. Les travaux de construction de la mine débuteront au dernier trimestre de l'année 2024 pour une entrée en production en 2027. La capacité annuelle de traitement de l'usine de ce gisement sera de 11 M tonnes de minerai. Cette mine devrait être la 3^{ème} plus grande en Afrique de l'Ouest, après des sites au Burkina Faso et en Guinée, de capacités respectives de 12,3 M de tonnes et 12 M de tonnes.

Soutien technique et financier de la BEI pour renforcer la filière cacao

Le 2 mai 2024, le vice-président de la Banque européenne d'Investissement (BEI) a annoncé le renforcement du soutien de son institution en faveur de la chaîne de valeur du cacao en Côte d'Ivoire par la [signature](#), à San Pedro, d'un protocole d'accord de 2,1 M EUR avec COFINA Côte d'Ivoire, en présence du Directeur régional du Conseil Café Cacao. L'objectif est de soutenir financièrement 24 coopératives agricoles, dont 22 dans le secteur du cacao, pour le développement du cacao durable selon

les nouvelles normes de l'Union européenne. L'engagement de la BEI envers la Côte d'Ivoire s'est élevé au cours des cinq dernières années à plus de 500 M EUR (328 Mds FCFA) dans divers secteurs, à savoir les énergies renouvelables, l'agriculture, l'eau, les transports, la santé et le développement du secteur privé.

Guinée

BMI Holding lance la construction d'un complexe agro-industriel à Tanéné

La société Beverage Market Incorporated (BMI) a procédé le 29 avril 2024 à la [pose](#) de la première pierre des travaux de construction d'un complexe agro-industriel de 10 ha dans la localité de Sanyah à Tanéné. Ce complexe s'insère dans un vaste projet agro-alimentaire qui s'étend sur une superficie de 2 000 ha et incluant la chaîne de valeur depuis la culture jusqu'à la transformation industrielle des produits, leur conservation, leur conditionnement ainsi que leur mise sur le marché.

Gambie

Le FMI parvient à un accord au niveau des services sur la 1^{ère} revue au titre de la FEC

Le FMI a annoncé un accord au niveau des services dans un [communiqué](#) paru le 3 mai au terme de la 1^{ère} revue du programme de 36 mois au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), approuvé en janvier 2024, pour un accès total de 74,6 M DTS (98,4 M USD). Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI, cet accord permettra un décaissement de 8,3 M DTS (10,9 M USD). Le programme de réformes permettrait d'observer une diminution du ratio de dette publique/PIB, une croissance économique de 5,3% pour 2023, soutenue par les bonnes performances des



secteurs de l'agriculture, des services, des télécommunications et de la construction.

Mali

Modification de la loi de finances 2024

Le 8 mai 2024, le Conseil des ministres [a adopté](#) un projet de loi portant modification de la loi de finances pour l'exercice 2024. Celui-ci vise notamment à prendre en compte de nouvelles charges, liées notamment : (i) aux opérations de sécurisation du territoire national à hauteur de 190,1 Mds FCFA (289,8 M EUR) et (ii) à la subvention d'exploitation en faveur de l'entreprise publique Energie du Mali d'un montant de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR).

Approbation d'un avenant relatif à la construction de la centrale solaire photovoltaïque de Tiakadougou

Le 8 mai 2024, le gouvernement [a adopté](#) un avenant relatif à la convention de concession pour la construction de la centrale solaire photovoltaïque de 50 MWc à Tiakadougou-Dialokoro, situé à environ 120 km au sud de la capitale Bamako. Cet avenant vise notamment à lever les contraintes ayant empêché de démarrer les travaux de réalisation du projet. Ainsi, il admet entre autres (i) la modification de la durée de la convention ; (ii) la mise en place d'une garantie partielle de risque ; (iii) la modification du mode de vente "Take or Pay" en "Take and Pay" et (iv) la réduction du prix d'achat du kWh. Pour rappel, la convention de concession a été signée entre le Gouvernement et la société émiratie Amea Power.

Mauritanie

Lancement du Club des Investisseurs Européens en Mauritanie

Le 7 mai 2024, le Chef de la Délégation de l'Union européenne en Mauritanie a présidé la

réunion de lancement du Club des Investisseurs Européens en Mauritanie (CIEM). La cérémonie a réuni plusieurs [entreprises et investisseurs européens](#) présents en Mauritanie. Présidé par deux chefs d'entreprises, l'un français et l'autre espagnole, ce club a vocation à favoriser l'implantation d'entreprises européennes en Mauritanie et à faire connaître les opportunités du pays.

Niger

Opération spéciale de rachat de titres publics nigériens par la BCEAO

La BCEAO [a annoncé](#) dans un communiqué son intention d'organiser le 7 mai 2024 une opération spéciale de rachat sur le marché secondaire de titres publics de l'Etat du Niger. L'opération aurait concerné en particulier les titres émis par adjudication et dont la durée résiduelle est comprise entre 3 mois et 3 ans, et ce pour un montant total de 77 Mds FCFA (117,4 M EUR). Cette opération devrait permettre de soulager les investisseurs en quête de liquidité.

Suspension des activités aurifères dans le Nord suite à des empoisonnements d'animaux

Le 3 mai 2024, les autorités nigériennes ont [annoncé](#) la fermeture temporaire de sites d'extraction d'or dans la région d'Agadez, au nord du pays, suite à la mort subite de plus d'une cinquantaine de ruminants. Le bétail aurait été empoisonné par des résidus chimiques provenant des exploitations artisanales et semi-mécanisées présentes dans la région. Quatre sites seraient concernés par cette suspension. Les suspicions se porteraient sur une entreprise chinoise, la Société Minière du Sahara, accusée de pollution de l'environnement par les éleveurs locaux. Face à la pression croissante des populations, les autorités ont suspendu les activités aurifères afin d'enquêter sur les causes potentielles de



ces pertes et de prévenir de nouveaux incidents.

Sénégal

Le FMI baisse sa prévision de croissance pour 2024 à 7,1%

Au terme d'une mission effectuée au Sénégal du 25 avril au 3 mai dernier, le FMI a publié un [communiqué](#) faisant le point sur les récentes performances et les perspectives économiques du Sénégal. Il en ressort que la croissance pour 2024 a été revue à la baisse, de 8,3% initialement à 7,1%, en raison d'un 1^{er} trimestre impacté par les incertitudes politiques liées à l'élection présidentielle. De fait, les investissements des entreprises, la consommation des ménages et l'exécution du budget de l'Etat ont été modérés en ce début d'année. Le retard dans le démarrage de la production de gaz, retardé jusqu'à décembre 2024, a également contribué à cet abaissement de la prévision. Cette mission du FMI est préliminaire à la seconde revue du programme soutenu par l'institution au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEC), et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) prévues au mois de juin prochain. Dans ce cadre, si les données préliminaires pour la fin de l'année 2023 indiquent que le programme reste sur la bonne voie, l'atteinte de l'objectif de déficit budgétaire de 3,9 % du PIB en 2024, nécessitera des mesures ambitieuses qui devraient se matérialiser, selon le FMI, par un budget rectificatif.

Le budget de la campagne agricole 2024 porté à 183 M EUR

Le 3 mai 2024, s'est tenu un [Conseil interministériel](#) consacré à la campagne agricole 2024. Au terme de celui-ci, une augmentation du budget affecté à la campagne agricole 2024-2025 a été décidée et devrait le porter à 120 Mds FCFA (182,9 M EUR) soit une hausse de 20%. Cette augmentation s'accompagne d'une série de mesures pour ce

secteur clé, qui représente environ 15% du PIB du Sénégal. Parmi les mesures phares, figurent un apurement des dettes de l'Etat dues aux opérateurs à l'issue des trois dernières campagnes ainsi qu'un audit de la dette de la campagne agricole 2023-2024. En outre, le Premier ministre a demandé le démarrage de la distribution des semences, engrais et produits phytosanitaires dans les meilleurs délais, avec pour cela un appui logistique de l'armée. Le gouvernement a également annoncé la digitalisation de la distribution des semences avec un accent tout particulier mis sur la transparence des processus et la sanction des détournements.

Sierra Leone

Règlement de 18,5 M USD d'arriérés à Karpowership et TRANSCO-CLSG

L'approvisionnement en électricité a été [rétabli](#) en Sierra Leone le 26 avril 2024, après plus de trois semaines de coupures de courant, provoquées par la décision du bateau-centrale turc Karpowership de réduire l'approvisionnement de la ville de Freetown de 60 MW à 6 MW en raison de factures impayées. Pour rappel, 60% de l'électricité consommée en Sierra Leone provient de ce bateau-centrale. Le 26 avril, les autorités ont ainsi remboursé une partie (17 M USD) de la facture de 48 M USD qu'elles devaient à l'entreprise turque ainsi que 1,5 M USD à TRANSCO-CLSG, un autre fournisseur d'électricité qui approvisionne le sud et l'est du pays depuis la Côte d'Ivoire. Dans ce contexte, le ministre chargé de l'Energie a posé sa démission et le ministère chargé de l'énergie a été placé sous la supervision directe du Président.



Togo

Lomé accueille un atelier sur le financement de la recherche et de l'innovation

Depuis le 6 mai 2024, un atelier portant sur le financement de la recherche et de l'innovation (R&I) et réunissant des experts issus de 20 pays membres de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) [se déroule](#) à Lomé. Organisé en collaboration avec le ministère togolais chargé de l'Enseignement supérieur, cet évènement a pour but d'aider les pays participants à mettre en place des fonds nationaux dédiés à la R&I. Dans ce sens, un manuel qui servira de guide sera élaboré à l'issue des travaux. Cette rencontre devrait également faciliter la création d'un réseau transnational, regroupant des acteurs du secteur afin d'améliorer la collaboration régionale et sous-régionale en matière de financement de la R&I.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)